

## FRANCAIS

### Communiqué de presse national



**4 Canadiens sur 5 déclarent que l'accèsion à la propriété est désormais un luxe, suite à une nouvelle enquête qui révèle l'impact de la crise du logement sur la qualité de vie**

Les effets de la crise pèsent lourdement sur les Canadiens : Habitat pour l'humanité

- *82 % des Canadiens craignent que la crise du logement ait un impact sur leur santé et leur bien-être.*
- *78 % pensent que l'incapacité à posséder un logement contribue à l'écart de richesse au Canada*
- *66 % des Canadiens de la génération Z ont envisagé de retarder la fondation d'une famille parce qu'ils n'avaient pas les moyens d'acheter un logement qui leur convenait*

TORONTO, 12 nov. 2024 (GLOBE NEWSWIRE) -- Habitat pour l'humanité Canada, la seule organisation nationale d'accèsion à la propriété abordable au pays, a publié sa troisième enquête annuelle sur le logement abordable, révélant l'attitude des Canadiens à l'égard de la disparité envers l'accèsion à la propriété et de l'aggravation de la crise du logement au pays. **La grande majorité des Canadiens (84 %) affirment maintenant que l'achat d'un**

**logement semble être un luxe et 88 % des locataires affirment que l'objectif de devenir propriétaire d'un logement au Canada est devenu hors de portée.**

L'enquête de cette année se penche sur les implications plus larges de la crise du logement au Canada, y compris son impact sur la santé mentale et le bien-être, de même que sur le fossé économique et générationnel qui se creuse:

- Si la plupart des Canadiens (58 %) reconnaissent que la classe moyenne existe toujours au Canada, la majorité (**82 %**) **crainent que le manque de logements abordables ne contribue à la contraction de la classe moyenne.**
- La majorité des Canadiens (**74 %**) **reconnaissent que les communautés sont fragmentées** par le manque de logements appropriés pour les personnes à revenu faible ou moyen.
- Plus de la moitié des Canadiens (**59 %**) **crainent de devoir sacrifier d'autres besoins essentiels** comme la nourriture, les produits de première nécessité, les vêtements et l'éducation pour pouvoir payer leur loyer ou leur hypothèque.
- Quatre personnes sur dix estiment que le **stress lié à l'impossibilité d'acheter un logement est difficile à gérer (41 %).**
- Parmi celles qui possèdent un logement, **39 % pensent que le coût de leur hypothèque a un impact sur leur santé mentale et leur bien-être.**

Les principales conclusions de l'enquête sur la génération Z et la génération Y :

- Les deux tiers des Canadiens de **la génération Z (66 %) et près de la moitié de la génération Y (48 %) ont envisagé de retarder le moment de fonder une famille** parce qu'ils n'avaient pas les moyens d'acheter un logement qui leur convenait.
- Quatre membres sur dix de la génération Z (44 %) et de la génération Y (40 %) déclarent avoir moins d'occasions d'emploi parce qu'ils ont dû déménager dans une région plus abordable.
- Près d'un tiers des Canadiens **de la génération Y (29 %) et de la génération Z (25 %) envisageraient de s'installer dans un autre pays** pour trouver un logement abordable.
- La génération Z est plus préoccupée que toute autre génération par le fait d'épargner suffisamment d'argent pour effectuer un versement initial sur un logement (73 %).

Dans le même temps, d'une année sur l'autre, les résultats continuent de montrer que les Canadiens accordent une valeur toujours plus grande à l'accession à la propriété, la grande majorité d'entre eux estimant que l'accession à la propriété peut créer plus de stabilité dans la vie (87 %), renforcer l'avenir financier (86 %) et conduire à un meilleur avenir pour les enfants (81 %).

« Les Canadiens envoient un message clair : la crise du logement n'est plus seulement une question à propos du logement », déclare Pedro Barata, président-directeur général

d'Habitat pour l'humanité Canada. « C'est particulièrement vrai pour les jeunes Canadiens, qui repensent ou retardent des décisions importantes de leur vie pour accéder à la propriété, ce qui marque d'un impact profond et durable les générations futures et la société dans son ensemble. »

« Bien que l'accession à la propriété soit hors de portée d'un grand nombre de personnes, les Canadiens continuent de croire à ses avantages. L'accession à la propriété ne peut pas seulement être le privilège des riches ou de quelques chanceux », ajoute M. Barata. « Chez Habitat, nous voyons le changement transformationnel qui se produit lorsque des familles deviennent propriétaires de leur logement, à un prix abordable. La sécurité et la tranquillité d'esprit sont bénéfiques pour leur santé, les occasions financières et les investissements dans leur communauté. Nous en profitons tous ».

Lors des prochaines élections fédérales, les partis politiques devront reconnaître que les Canadiens expriment manifestement la nécessité de s'attaquer à la crise du logement en collaboration, révèle l'enquête, les Canadiens estimant que **la résolution de la crise devrait être une question non partisane (75 %)**. Si les Canadiens sont pessimistes quant aux objectifs du gouvernement fédéral en matière de logement, ils sont d'autre part convaincus de la nécessité d'offrir aux gens un parcours d'accession à la propriété de leur logement :

- La plupart des Canadiens (68 %) pensent qu'il est peu probable que le gouvernement fédéral atteigne son objectif de construire 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031.
- Interrogés sur les actions que les gouvernements devraient mettre en branle prioritairement pour résoudre la crise du logement, **les Canadiens ont privilégié la réduction des frais et des taxes pour les acheteurs (64 %), la création de programmes visant à encourager l'accession à la propriété à un prix abordable (46 %)** et la conversion des espaces inutilisés en logements (44 %).

« Aider les Canadiens à accéder à la propriété à un prix abordable est essentiel pour lutter contre la crise du logement et devrait être une priorité des politiques publiques », ajoute M. Barata. « Habitat est au cœur de la réponse à ce défi du logement. En utilisant les outils dont nous disposons aujourd'hui et en jouant un rôle actif dans la conduite de changements systémiques, nous rassemblons les gens pour construire des communautés fortes et inclusives basées sur l'égalité des chances de chacun de posséder son propre logement si tel est son désir ».

Pour plus d'informations sur l'enquête, consultez le site [habitat.ca/en/news/2024housingurvey](https://habitat.ca/en/news/2024housingurvey).

Pour en savoir plus sur les programmes d'Habitat Canada et les revendications que l'organisme met de l'avant, visitez le site [habitat.ca](https://habitat.ca).

## À propos de l'enquête

Habitat pour l'humanité Canada a demandé à Léger de sonder 1 510 Canadiens, âgés de 18 ans et plus, entre le 22 août et le 2 septembre 2024, à l'aide du panel en ligne de Léger. Aucune marge d'erreur ne peut être associée à un échantillon non probabiliste (dans

le cas présent, un panel en ligne). À des fins de comparaison, un échantillon probabiliste de 1 000 répondants aurait une marge d'erreur de  $\pm 2,5\%$ , 19 fois sur 20.

## **À propos d'Habitat pour l'humanité Canada**

Fondé en 1985, Habitat pour l'humanité Canada est un organisme de bienfaisance national qui rassemble les collectivités pour aider les familles à devenir plus fortes, plus stables et plus indépendantes grâce à l'accession à la propriété à un prix abordable.

[Le programme national d'accession à la propriété à prix abordable d'Habitat](#), unique en son genre, permet aux familles éligibles à revenu faible ou modéré d'acheter un logement à sa juste valeur marchande grâce à un prêt hypothécaire abordable. Grâce au soutien généreux des donateurs et des bénévoles, et en travaillant avec 45 habitats locaux dans chaque province et territoire, nous établissons une fondation solide pour une vie meilleure et plus saine.

Habitat pour l'humanité Canada est membre d'Habitat pour l'humanité International, créé en 1976 et qui est devenu un organisme mondial à but non lucratif de premier plan, avec une présence dans plus de 70 pays. Pour plus d'informations, veuillez visiter [@HabitatCanada](#).

## **À propos de Léger**

Léger est la plus grande société d'études de marché et d'analyse appartenant à des intérêts canadiens, avec plus de 600 employés dans huit bureaux au Canada et aux États-Unis. Léger travaille avec des clients prestigieux depuis 1986.

### **Contacts médias**

Christina Vanin, The Edit PR : [christina@theeditcanada.com](mailto:christina@theeditcanada.com), (416) 904-3086

Jennifer Fowler, directrice des communications, Habitat pour l'humanité Canada : [jfowler@habitat.ca](mailto:jfowler@habitat.ca), (437) 317-8581

## **Messages clés**

### **MESSAGES CLÉS :**

#### **Sondage 2024 sur l'abordabilité du logement**

**Le troisième sondage annuel sur l'abordabilité du logement met en lumière les points suivants :**

1. La population canadienne accorde une grande importance à la possibilité de posséder un logement et aux avantages qui en découlent.
2. La population canadienne fait face à une difficulté croissante, voire dans certains cas à une *impossibilité*, d'accéder à la propriété.

3. La crise du logement ne touche plus seulement le logement. Selon les Canadiennes et les Canadiens, cette crise a un effet d'entraînement sur la société canadienne et la qualité de vie, notamment :

- en déstabilisant leur santé financière et mentale;
- en contribuant aux inégalités sociales et au rétrécissement de la classe moyenne;
- en ayant une incidence sur la planification de la vie familiale des jeunes;
- en divisant les communautés.

### **Message principal :**

1. Habitat pour l'humanité Canada a publié son troisième sondage annuel national sur l'abordabilité du logement, révélant l'attitude des Canadiennes et Canadiens face à la crise du logement au Canada et soulignant notamment l'importance de l'accession à la propriété.
2. Le sondage de cette année met en lumière les sacrifices croissants concédés par les Canadiennes et Canadiens pour se loger, et les conséquences de plus en plus lourdes sur leur santé mentale. Pour les plus jeunes générations, l'incapacité à accéder à la propriété a des incidences sur :
  - les décisions en matière de planification familiale, y compris le report de la naissance ou la réduction du nombre d'enfants;
  - les possibilités de carrière;
  - la décision de quitter leur communauté et de rester ou non au Canada.
3. Le sondage 2024 d'Habitat Canada montre que la majorité des Canadiennes et Canadiens estime que l'incapacité à accéder à la propriété n'a pas qu'un impact individuel; elle contribue aux inégalités sociales au Canada et au rétrécissement de la classe moyenne.
4. Bien que la grande majorité de la population canadienne considère aujourd'hui l'achat d'un logement comme un « luxe » et que la grande majorité des locataires considère l'objectif de posséder un logement comme « hors de portée », la majorité également continue d'accorder une grande importance à la possibilité d'accéder à la propriété. Elle estime que l'accession à la propriété apporte une stabilité, renforce l'avenir financier et les liens avec la communauté, améliore les perspectives d'éducation et crée des possibilités pour les générations à venir. Elle pense également que « l'accession à la propriété *devrait* être acquise si l'on travaille suffisamment dur et que l'on fait tout ce qu'il faut en ce sens ».
5. Selon la majorité de la population canadienne, les gouvernements, et le gouvernement fédéral en particulier, portent la plus grande responsabilité lorsqu'il s'agit de résoudre le problème de l'abordabilité du logement au pays. En outre, elle estime que les gouvernements ne collaborent pas suffisamment pour résoudre la crise d'abordabilité du logement.

### **Résultats du sondage :**

**Pour la troisième année consécutive, la pénurie de logements abordables se classe au premier rang des préoccupations des Canadiennes et Canadiens, au même titre que l'inflation et l'accès aux soins de santé.**

- L'inflation, l'accès aux soins de santé, l'abordabilité du logement et la pénurie de logements abordables sont les problématiques les plus importantes pour les Canadiennes et Canadiens, la quasi-totalité de la population (93 %) étant d'accord pour dire qu'il y a une pénurie de logements abordables au Canada.

**Le sondage 2024 d'Habitat Canada souligne l'importance de s'attaquer à la crise du logement, car alors que les Canadiennes et Canadiens estiment que la possibilité d'accéder à la propriété est devenue « hors de portée », ils continuent d'y accorder une grande importance.**

- Selon la majorité de la population canadienne (84 %), acheter un logement est désormais considéré comme un luxe et l'objectif de posséder un logement au Canada est devenu hors de portée (81 %).
- Les personnes de la génération Z sont particulièrement préoccupées, puisque 73 % d'entre elles s'inquiètent du fait d'économiser suffisamment d'argent pour une mise de fonds en vue de l'achat d'un logement.

Cependant, la grande majorité considère que l'accession à la propriété peut créer une plus grande stabilité dans leur vie (87 %), renforcer leur avenir financier (86 %) et assurer un meilleur avenir à leurs enfants (81 %).

**Le coût du logement pousse les Canadiennes et Canadiens à faire d'importants sacrifices, tout en affectant leur santé mentale et en amenant même les jeunes à repenser ou à retarder la planification d'une famille.**

- Plus de la moitié de la population canadienne (59 %) s'inquiète de devoir sacrifier des besoins fondamentaux tels que la nourriture, les produits de première nécessité, les vêtements et l'éducation pour pouvoir payer le loyer ou les créances hypothécaires.
- Huit personnes sur dix au sein de la population canadienne (82 %) redoutent que la crise du logement ait une incidence sur la santé et le bien-être de la population.
- Quatre personnes sur dix estiment que les différentes sources de stress liées à l'impossibilité d'acheter un logement sont difficiles à gérer (41 %).
- Parmi les propriétaires d'un logement, quatre personnes sur dix reconnaissent que le coût de leur hypothèque a une incidence sur leur santé mentale et leur bien-être (39 %).
- En particulier, **la génération Z est plus préoccupée que les autres générations** par le fait de pouvoir payer un loyer au sein de sa communauté (69 %) et d'économiser suffisamment d'argent pour une mise de fonds en vue de l'achat d'un logement (73 %).
- Plus de la moitié de la population canadienne (54 %) consacre 50 % ou plus du revenu du ménage aux frais de logement, ce qui constitue une hausse par rapport aux résultats du sondage de l'année dernière (49 %).

La crise du logement est si profonde qu'elle influence les décisions des jeunes en matière de planification d'une famille :

- Les deux tiers de la population canadienne de la génération Z (66 %) et près de la moitié des personnes de la génération Y (48 %) ont envisagé de retarder la fondation d'une famille, parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'acheter un logement adapté à leurs besoins.
- La moitié de la population canadienne de la génération Z (49 %) et plus de la moitié des personnes de la génération Y (55 %) ont décidé d'avoir moins d'enfants pour pouvoir s'acheter un logement.

Cette crise a également un impact sur les occasions d'emploi des jeunes :

- Quatre personnes sur dix de la génération Z (44 %) et de la génération Y (40 %) disent avoir peu d'occasions d'emploi, parce qu'elles ont dû déménager dans une région plus abordable.

**La recherche d'un logement abordable signifie que de plus en plus de Canadiennes et de Canadiens souhaitent déménager, notamment chez les jeunes.**

—

- Quatre personnes sur dix au Canada (42 %) envisageraient de déménager dans une autre communauté pour trouver un logement abordable, ce qui représente un bond de 10 % par rapport à l'année passée (32 %).
- Plus d'un tiers de la population canadienne de la génération Y (39 %) et de la génération Z (38 %) envisagerait de déménager dans une autre province pour trouver un logement abordable.
- Près d'un tiers de la population canadienne de la génération Y (31 %) et de la génération Z (29 %) envisagerait de déménager dans *un autre pays* pour trouver un logement abordable.

**Les Canadiennes et Canadiens pensent que la crise du logement contribue aux inégalités sociales et au rétrécissement de la classe moyenne au pays.**

- Les trois quarts des Canadiennes et Canadiens estiment que leur incapacité à accéder à la propriété contribue aux inégalités sociales au pays (78 %).
- Si plus de la moitié de la population canadienne (58 %) reconnaît que la classe moyenne existe toujours au pays, la majorité (82 %) craint que la pénurie de logements abordables ne contribue au rétrécissement de la classe moyenne.
- Les trois quarts des Canadiennes et Canadiens (74 %) s'accordent également sur le fait que les communautés subissent une fracture en raison du manque de logements appropriés pour les personnes à revenu faible et moyen.

**La population canadienne est pessimiste quant à la capacité du gouvernement à atteindre ses objectifs en matière de logement, mais elle a une idée claire des politiques et des actions qu'elle souhaite voir privilégier par le gouvernement.**

- La plupart des Canadiennes et Canadiens (68 %) pensent qu'il est peu probable que le gouvernement fédéral atteigne son objectif de construire 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031.

- Selon 74 % de la population canadienne, les gouvernements fédéral, provincial, territorial et municipal portent la plus grande responsabilité quant à la résolution du problème de l'abordabilité du logement au pays.
- D'après les trois quarts des Canadiennes et Canadiens (77 %), peu de politiciens proposent des solutions tangibles à la crise du logement. En outre, les trois quarts des Canadiennes et Canadiens (75 %) estiment que la résolution de la crise du logement devrait être une question non partisane.
- Lorsqu'on leur demande quelles actions les gouvernements devraient placer en priorité pour s'attaquer à la crise du logement, les Canadiennes et Canadiens mettent l'accent sur la réduction des frais et des taxes pour les personnes qui achètent un logement (64 %), sur la création de programmes visant à encourager l'accession à la propriété abordable (46 %) et sur la conversion des espaces inutilisés en logements (44 %).

### **Préconisations d'Habitat :**

- Nous partageons les inquiétudes profondes de la population canadienne à propos de la crise du logement et de l'incapacité croissante à accéder à la propriété. Nous croyons que le logement abordable inclut l'accession à la propriété abordable.
- En tant que seul organisme national d'accession à la propriété abordable au Canada, nous avons une perspective unique d'entreprise de promotion immobilière, de responsable de la construction, de titulaire d'hypothèque et d'organisation de services aux familles. Depuis près de 40 ans, nous sommes bien placés pour observer la transformation qui s'opère lorsque les Canadiennes et Canadiens accèdent à la propriété. Nous voyons la fierté et la joie des familles lorsque les enfants ont un endroit pour étudier, lorsque les familles ont une cuisine pour organiser une fête et lorsque les parents n'ont plus peur de subir une rénovation.
- Nous savons que les propriétaires deviennent des membres actifs au sein de leur communauté et que leur situation en matière d'éducation, d'emploi et de santé s'améliore. Les familles peuvent commencer à construire un environnement sécuritaire et équitable qui s'étend sur plusieurs générations.
- Notre sondage révèle que la population canadienne considère désormais l'accession à la propriété comme un « luxe ». Selon elle, c'est « impossible » et « hors de portée ». Pour cette raison, les jeunes envisagent de quitter le pays. Mais l'option de posséder son propre logement ne devrait pas être le privilège des personnes chanceuses ou riches. Les Canadiennes et Canadiens nous expliquent que « l'accession à la propriété devrait être acquise si l'on travaille suffisamment dur et que l'on fait tout ce qu'il faut en ce sens ». Ce sentiment de possibilité et d'espoir s'est perdu en raison de la crise du logement.
- Les Canadiennes et Canadiens nous disent que la responsabilité de la crise du logement incombe aux gouvernements, et notamment au gouvernement fédéral. La majorité de la population canadienne nous signale que la résolution de la crise du logement devrait être une question non partisane. C'est un message clair à l'intention de tous les partis politiques à l'approche des prochaines élections fédérales.

- Par le biais de son Fonds pour le logement abordable, le gouvernement fédéral s'est engagé à consacrer des milliards de dollars au cours des 12 derniers mois pour l'ensemble du continuum du logement au Canada, des investissements que nous soutenons. Alors que le gouvernement décide de la façon de dépenser cet investissement, nous l'encourageons à donner la priorité à la création de possibilités d'accession à la propriété abordable.
- Il n'a jamais été aussi important d'offrir un moyen abordable d'accéder à la propriété. En l'absence de moyens plus clairs et plus équitables en matière d'accession à la propriété pour les personnes qui le souhaitent, nous risquons d'éroder complètement le rêve d'accéder à la propriété et, avec lui, une classe moyenne financièrement forte. Nous bénéficions *toutes et tous* de l'investissement des gouvernements dans l'accession à la propriété abordable.
- Alors que l'accession à la propriété semble encore plus hors de portée, il est également devenu plus difficile pour des organismes comme Habitat Canada de construire des logements. Depuis 2020, l'indice des prix de la construction résidentielle a augmenté de 51 %. Les frais et les taxes sur les nouvelles constructions résidentielles ont également grimpé de plus de 30 %.
- La réduction des frais, l'accélération des procédures d'approbation et la mise à disposition de terrains publics pour le logement sont autant de priorités que nous soutenons. Nous demandons également un allègement fiscal pour les fournisseurs de logements à but non lucratif comme Habitat. Pour que nos logements restent abordables pour les familles à faible revenu, nous absorbons la TPS/TVH que nous devons prélever sur les logements que nous construisons et vendons aux familles.
- Ainsi, depuis l'introduction de la Stratégie nationale sur le logement du Canada en 2017, Habitat pour l'humanité a payé près de 19 millions de dollars en TPS/TVH au pays. C'est une charge importante pour un organisme de bienfaisance qui tente de construire des logements à un prix abordable. L'année dernière, les entreprises de promotion immobilière de logements locatifs, de coopératives et de logements étudiants ont bénéficié d'un allègement de la TPS/TVH, mais pas les organismes à but non lucratif comme Habitat, qui construisent des logements destinés à l'accession à la propriété abordable.

## Résultats pour Québec et Montréal (en français)

- La grande majorité des personnes vivant au Québec (92 %) admet qu'il y a une pénurie de logements abordables au Canada.
- Les personnes vivant à Montréal (87 %) sont celles qui reconnaissent le plus que le projet de posséder un logement au Canada est devenu hors de portée, comparativement à d'autres grandes villes canadiennes comme Vancouver (83 %), Calgary (84 %) et la région du Grand Toronto (82 %).
- Les trois quarts des personnes vivant au Québec (78 %) conviennent que le projet de posséder un logement au Canada est devenu hors de portée.

- 47 % de la population québécoise consacrent 50 % ou plus du revenu de leur ménage aux frais de logement (p. ex., loyer, hypothèque et entretien, etc.), ce qui constitue une hausse par rapport aux résultats du sondage de l'année dernière (39 %), mais représente le pourcentage le plus bas de toutes les provinces interrogées.
  - Plus de la moitié des personnes vivant à Montréal (55 %) consacre 50 % ou plus du revenu du ménage aux frais de logement (p. ex., loyer, hypothèque et entretien, etc.), ce qui représente une hausse par rapport aux résultats de 2023 (41 %).
- 44 % des personnes vivant au Québec s'inquiètent à l'idée d'économiser suffisamment pour une mise de fonds en vue de l'achat d'un logement, ce qui correspond à la moyenne nationale (44 %).
  - Près de la moitié des personnes vivant à Montréal (49 %) s'inquiète à l'idée d'économiser suffisamment pour une mise de fonds en vue de l'achat d'un logement.
- 52 % des personnes vivant au Québec redoutent de devoir sacrifier d'autres besoins fondamentaux, comme la nourriture, les vêtements, les produits de première nécessité et l'éducation, pour pouvoir payer leur loyer ou leurs créances hypothécaires.
  - Plus de la moitié des personnes vivant à Montréal (54 %) exprime son inquiétude de devoir sacrifier d'autres besoins fondamentaux, comme la nourriture, les vêtements, les produits de première nécessité et l'éducation, pour pouvoir payer le loyer ou les créances hypothécaires, ce qui est légèrement plus élevé que la moyenne provinciale (52 %).
- 13 % des personnes vivant au Québec sont plus susceptibles de déménager dans une autre province pour trouver un logement abordable, ce qui est plus bas que la moyenne nationale de 25 % et constitue le pourcentage le plus bas de toutes les provinces sondées.
  - 18 % des personnes vivant à Montréal sont plus susceptibles de déménager dans une autre province pour trouver un logement abordable, ce qui est plus légèrement plus élevé que la moyenne provinciale (13 %).
- 9 % des personnes vivant au Québec sont plus susceptibles de déménager dans un autre pays pour trouver un logement abordable, ce qui est plus bas que la moyenne nationale de 19 % et constitue le pourcentage le plus bas de toutes les provinces sondées.
  - 13 % des personnes vivant à Montréal sont plus susceptibles de déménager dans un autre pays, ce qui est légèrement plus élevé que la moyenne provinciale (9 %).
- La majorité des personnes vivant au Québec (85 %) convient qu'acheter un logement est devenu un luxe de nos jours.
  - Les personnes vivant à Montréal (88 %) sont celles qui reconnaissent le plus qu'acheter un logement est devenu un luxe de nos jours, comparativement à d'autres villes canadiennes faisant partie du sondage comme Vancouver (85 %), Calgary (84 %) et la région du Grand Toronto (86 %).

Lorsqu'on interroge les personnes vivant au Québec sur l'impact de posséder un logement :

- 84 % admettent qu'être propriétaire d'un logement peut conférer une plus grande stabilité à leur vie.
- 85 % conviennent qu'être propriétaire d'un logement peut renforcer leur avenir financier.
- 79 % reconnaissent qu'être propriétaire d'un logement peut offrir un avenir meilleur à leurs enfants.
- 36 % des personnes vivant au Québec estiment que le stress financier, mental et émotionnel lié à l'impossibilité d'acheter un logement est difficile à gérer, ce qui représente le taux le plus bas parmi toutes les provinces sondées et un taux inférieur à la moyenne nationale (41 %).
- 39 % des personnes vivant à Montréal estiment que le stress financier, mental et émotionnel lié à l'impossibilité d'acheter un logement est difficile à gérer.
- Plus d'un tiers des personnes vivant au Québec (36 %) et propriétaires d'un logement estime que le coût de son hypothèque a une incidence sur sa santé mentale et son bien-être.
- Un quart des personnes vivant au Québec (25 %) a envisagé de retarder la fondation d'une famille, parce que ces personnes n'avaient pas les moyens d'acheter un logement adapté à leurs besoins.
- 24 % des personnes vivant au Québec ont décidé d'avoir moins d'enfants pour pouvoir s'acheter un logement, ce qui représente un taux inférieur à la moyenne nationale (32 %).
- Les trois quarts des personnes vivant au Québec (79 %) pensent que les différents niveaux de gouvernement ne collaborent pas suffisamment pour résoudre la crise d'abordabilité du logement, ce qui correspond à la moyenne nationale (78 %).

Lorsqu'on leur demande quelles mesures les gouvernements devraient prendre en priorité pour remédier à l'abordabilité du logement au Canada, les personnes vivant au Québec classent en premier les trois mesures suivantes :

- La réduction des frais et des taxes pour les personnes qui achètent un logement (65 %)
- La conversion des espaces inutilisés – comme les bureaux – en logements (50 %)
- La création de programmes visant à encourager l'accession à la propriété abordable (43 %)
- Les trois quarts des personnes vivant au Québec (73 %) ne pensent pas qu'il est probable que le gouvernement canadien atteigne son objectif de construire 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031, ce qui est plus élevé que la moyenne nationale (68 %).
- 77 % des personnes vivant au Québec redoutent que leur incapacité à accéder à la propriété contribue aux inégalités sociales (moyenne nationale de 78 %).
- La majorité des personnes vivant au Québec (81 %) craint que la pénurie de logements abordables ne contribue au rétrécissement de la classe moyenne.
- Les personnes vivant à Montréal sont celles qui redoutent le plus (85 %) que la pénurie de logements abordables contribue au rétrécissement de la classe moyenne,

comparativement aux personnes vivant à Vancouver (76 %), à Calgary (83 %) et dans la région du Grand Toronto (84 %).

- 79 % des personnes vivant au Québec et 81 % des personnes vivant à Montréal redoutent que la crise du logement ait une incidence sur la santé et le bien-être en général de la population canadienne.
- 73 % des personnes vivant au Québec craignent une fracture des communautés en raison de la pénurie de logements appropriés pour les personnes à revenu faible et modéré.

## Statistiques générationnelles

Le document suivant présente des statistiques pour les générations Z, Y, X et du baby-boom.

- Les personnes de la génération Y (85 %) sont plus susceptibles de croire que le projet de posséder un logement au Canada est devenu hors de portée, suivies par les personnes de la génération X (83 %), de la génération Z (80 %) et de la génération du baby-boom (78 %).
  - Les trois quarts des personnes de la génération Y (75 %) et de la génération X (75 %) pensent que posséder un logement est devenu *impossible*, suivies par les personnes de la génération Z (71 %) et par celles de la génération du baby-boom (64 %).
- La majorité de la population canadienne des générations Z (60 %), Y (68 %) et X (59 %) consacre 50 % ou plus du revenu du ménage aux frais de logement, de même qu'un tiers de la génération du baby-boom (39 %).
- La population canadienne de la génération Z (73 %) est celle qui s'inquiète le plus à l'idée d'économiser suffisamment pour une mise de fonds en vue de l'achat d'un logement, comparativement à 60 % de la génération Y, 43 % de la génération X et 26 % de la génération du baby-boom.
- Près de la moitié de la population canadienne de la génération Y (49 %) et de la génération Z (48 %) s'inquiète de sa capacité à payer son hypothèque au cours des 12 prochains mois.
  - 68 % de la génération Y et 64 % de la génération Z au Canada s'inquiètent de leur capacité à payer leur loyer au cours des 12 prochains mois.
- La population canadienne de la génération Y (71 %) est celle qui redoute le plus de devoir sacrifier d'autres besoins fondamentaux, comme la nourriture, les vêtements, les produits de première nécessité et l'éducation, pour pouvoir payer son loyer ou ses créances hypothécaires, comparativement aux autres générations.
  - 68 % de la population canadienne de la génération Z redoute de devoir sacrifier d'autres besoins fondamentaux, comme la nourriture, les vêtements, les produits de première nécessité et l'éducation, pour pouvoir payer son loyer ou son hypothèque.
  - 63 % de la population canadienne de la génération X redoute de devoir sacrifier d'autres besoins fondamentaux, comme la nourriture, les vêtements, les produits de première nécessité et l'éducation, pour pouvoir payer son loyer ou ses créances hypothécaires.

- 45 % de la population canadienne de la génération du baby-boom redoute de devoir sacrifier d'autres besoins fondamentaux, comme la nourriture, les vêtements, les produits de première nécessité et l'éducation, pour pouvoir payer son loyer ou ses créances hypothécaires.
- Parmi toutes les générations sondées, la génération Y est la plus susceptible de déménager dans une autre province (36 %) et dans un autre pays (29 %) pour trouver un logement abordable.
- Près de la moitié des personnes de la génération Y (47 %) est susceptible de changer de communauté pour trouver un logement abordable.
- Plus de la moitié de la population canadienne de la génération Z (56 %) est susceptible de changer de communauté pour trouver un logement abordable.
- Un tiers de la population canadienne de la génération Z (33 %) est susceptible de déménager dans une autre province et un quart (25 %) dans un autre pays pour trouver un logement abordable.
- Quatre personnes sur dix de la génération Z (44 %) et de la génération Y (40 %) disent avoir peu d'occasions d'emploi parce qu'elles ont dû déménager dans une région plus abordable.
- Les personnes de la génération Y (83 %) sont les plus nombreuses à croire que l'accession à la propriété devrait être acquise si l'on travaille suffisamment dur et que l'on fait tout ce qu'il faut en ce sens, suivies par les personnes de la génération Z (76 %), de la génération X (76 %) et de la génération du baby-boom (74 %).
- Les personnes de la génération Y (87 %) sont celles qui estiment le plus qu'acheter un logement est devenu un luxe de nos jours, suivies par les personnes de la génération X (86 %), de la génération Z (84 %) et de la génération du baby-boom (82 %).
- Les personnes de la génération X sont les plus nombreuses à convenir qu'être propriétaire d'un logement peut renforcer leur avenir financier (89 %) et créer une stabilité dans leur vie (89 %) comparativement aux autres générations.
- Parmi les générations sondées, la génération Z est celle qui reconnaît le plus (69 %) que le stress financier, mental et émotionnel lié à l'impossibilité d'acheter un logement est difficile à gérer, suivie de près par la génération Y (62 %), puis par la génération X (37 %) et celle du baby-boom (21 %).
- Selon les résultats du sondage, la génération Y est celle qui reconnaît le plus (55 %) que le coût du prêt hypothécaire a un impact sur sa santé mentale, suivie de près par la génération Z (51 %) puis par la génération X (48 %), la génération du baby-boom se situant à 21 %.
- Une personne de la génération Y sur huit (80 %) reconnaît que le coût du loyer a une incidence sur sa santé mentale et son bien-être, ce qui représente la proportion la plus élevée parmi toutes les générations et ce qui est significativement plus élevé que la moyenne nationale (66 %).

- Une personne de la génération X sur sept (70 %) reconnaît que le coût du loyer a une incidence sur sa santé mentale et son bien-être, ce qui est plus élevé que la moyenne nationale (66 %).
- Une personne de la génération Z sur six au Canada (64 %) reconnaît que le coût du loyer a une incidence sur sa santé mentale et son bien-être.
- Les deux tiers de la population canadienne de la génération Z (66 %) déclarent avoir envisagé de retarder la fondation d'une famille, parce que ces personnes n'avaient pas les moyens d'acheter un logement adapté à leurs besoins, et près de la moitié (49 %) dit avoir décidé d'avoir moins d'enfants pour pouvoir s'acheter un logement.
- Près de la moitié de la population canadienne de la génération Y (48 %) déclare avoir envisagé de retarder la fondation d'une famille, parce qu'elle n'avait pas les moyens d'acheter un logement adapté à ses besoins, et plus de la moitié (55 %) dit avoir décidé d'avoir moins d'enfants pour pouvoir s'acheter un logement.
- Lorsqu'on leur demande quelles mesures les gouvernements devraient prendre pour remédier à l'abordabilité du logement au Canada, toutes les générations estiment que la priorité absolue devrait être de réduire les frais et les taxes pour les personnes qui achètent un logement. Leurs trois priorités absolues sont les suivantes :
  - Les personnes de la génération Z mettent la priorité sur la réduction des frais et des taxes pour les personnes qui achètent un logement (72 %), sur la réduction des frais et des taxes pour les personnes responsables de la construction (45 %) et sur la création de programmes visant à encourager l'accession à la propriété abordable (45 %).
  - Les personnes de la génération Y mettent la priorité sur la réduction des frais et des taxes pour les personnes qui achètent un logement (68 %), sur la création de programmes visant à encourager l'accession à la propriété abordable (48 %) et sur la conversion des espaces inutilisés – comme les bureaux – en logements (42 %).
  - Les personnes de la génération X mettent la priorité sur la réduction des frais et des taxes pour les personnes qui achètent un logement (67 %), sur la création de programmes visant à encourager l'accession à la propriété abordable (46 %) et sur la conversion des espaces inutilisés – comme les bureaux – en logements (45 %).
  - Les personnes de la génération du baby-boom mettent la priorité sur la réduction des frais et des taxes pour les personnes qui achètent un logement (56 %), sur la conversion des espaces inutilisés – comme les bureaux – en logements (51 %) et sur la création de programmes visant à encourager l'accession à la propriété abordable (44 %).
- La génération du baby-boom (75 %) pense qu'il est peu probable que le gouvernement canadien atteigne son objectif de construire 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031, suivie par la génération X (72 %), la génération Y (62 %) et la génération Z (49 %).
- Les personnes de la génération Y (84 %) sont celles qui craignent le plus que l'incapacité à accéder à la propriété contribue aux inégalités sociales au Canada, suivies par celles de la génération X (78 %), de la génération Z (76 %) et de la génération du baby-boom (73 %).
- Les personnes de la génération Y (86 %) sont celles qui redoutent le plus que le manque de logements abordables contribue au rétrécissement de la classe

moyenne, suivies par celles de la génération X (83 %), de la génération du baby-boom (80 %) et de la génération Z (79 %).

- Les personnes de la génération X (84 %) et de la génération Y (84 %) sont celles qui s'inquiètent le plus du fait que la crise du logement ait une incidence sur la santé et le bien-être en général de la population canadienne, suivies par celles de la génération du baby-boom (81 %) et de la génération Z (79 %).
- Les personnes de la génération Y (78 %) sont celles qui craignent le plus que les communautés subissent une fracture en raison du manque de logements appropriés aux personnes à revenu faible et moyen, suivies par celles de la génération X (76 %), de la génération Z (73 %) et de la génération du baby-boom (69 %).